

Argentine : les travailleurs de Kraft et leurs soutiens continuent les protestations

02-10-2009

L'entreprise a accepté de réincorporer 30 travailleurs. Pour le Ministère de Travail, qui lui a imposé une amende de 13 millions de pesos, cela a signifié une avancée. Les délégués critiquent que cette liste n'inclut pas les membres de la commission interne syndicale. Aujourd'hui il y aura une coupure de l'autoroute Panaméricain, de l'autoroute buenos Aires-Cañuelas, des coupures dans la Capitale et une marche à la résidence présidentielle.

La seule chose résolue a été le paiement de la totalité des salaires. "Le fondamental, que la commission interne puisse rentrer dans la fabrique, n'a pas été accompli, ils maintiennent la police à l'intérieur tandis que la patronale menace les travailleurs et a imposé des nouvelles règles internes de persécution. Ce n'est pas avec une amende que va se résoudre ce conflit parce qu'ils ont déjà avancé contre les droits du travail", a expliqué à Página/12 Mariano Pedrero, l'un des avocats des délégués.

L'avocat, qui conseille aussi les céramistes de Zanon, s'est rapporté ainsi à la sanction économique de 13 millions de pesos (2 millions d'euros) que le ministère a imposés hier à l'entreprise pour avoir violé la loi d'Association Syndicale après avoir empêché que les représentants des ouvriers entrent dans la fabrique de Pacheco pour exercer leurs fonctions syndicales. La somme correspond à 5 mille pesos pour travailleur affecté par l'absence de représentants syndicales. Hier, le ministre Carlos Tomada en a informé les cadres dirigeants de l'ex-Terrabusi. "L'amende est en vigueur même si maintenant ils les laissent passer. Et s'ils ne le font pas, elle augmentera", a précisé un fonctionnaire du ministère du Travail. "Pour Kraft, qui est présentes dans 150 pays et ici facture plus de 400 millions par an, ce n'est pas un problème économique", a signalé Pedrero. A l'intérieur de la fabrique, hier les employés ont raconté à leurs compagnons les changements mis en application par l'entreprise. "Ils pourront subir des modifications dans leurs catégories, ils ont réduit les temps de repos et de permanence dans la cantine, ils ont avancé d'une demi-heure l'entrée pour éviter que les équipes se croissent à l'intérieur et ils ont annoncé qu'ils ouvriront les coffres de véhicule de manière périodique pour des supposées fumigations", a décrit Oscar Coria, un délégué licencié. "Là est l'origine de tout, l'entreprise s'est déjà attaquée aux conditions de travail, quelque chose qu'elle n'a jamais pu faire parce que cette commission interne l'en empêchait", a souligné l'avocat des travailleurs. "La réunion n'a débouché sur rien, c'est une provocation que l'entreprise réincorpore 30 travailleurs dans un camp de concentration, sans commission interne et avec des policiers à l'intérieur, parce que s'il n'y a pas de protection syndicale des gens peuvent recommencer à être licenciés comme cela a été le cas le jour même de l'expulsion avec répression quand ils s'étaient engagés à ne pas licencier, dans une manoeuvre pour faciliter la répression, et le lendemain ils ont ordonné des centaines de suspensions, qui sont ceux qui sont maintenant encore en dehors de la fabrique. Le Gouvernement doit garantir le retour de la commission interne et l'absence de représailles", a-t-il ajouté.

Le ministère du Travail faisait une autre évaluation. "Avec beaucoup de difficulté mais nous avançons, il y a 30 travailleurs qui sont réincorporés", a-t-on commenté. Selon certaines sources, au commencement de la réunion l'entreprise a dit qu'elle acceptait de réincorporer 10 personnes et le ministre lui a répondu qu'ainsi on ne pouvait pas commencer. Sur les 30 réincorporés, 25 appartiennent au groupe des 86 licenciés (qui au départ étaient 162 mais la moitié a accepté les départs avec indemnisations). Et sur 36 suspendus pour "faits violents" durant l'expulsion, cinq font partis de cette liste. Aucun de ceux qui peuvent recommencer à travailler sont délégués - de la commission interne ou de secteur - et tous appartiennent à la liste Verte, liste du "syndicaliste de l'alimentation Rodolfo Daer, qui a participé à la réunion. "Cette liste a été écrite par l'entreprise, et le ministre prétend que mardi elle puisse être plus ample, raison pour laquelle l'idée est que tous patientent jusqu'alors", ont demandé les autorités du ministère du Travail. Cependant, les parties, qui se sont réunies jusqu'à présent de manière séparée avec les fonctionnaires et mardi se retrouveront pour la première fois face à face, semblent ne pas tenir compte des exhortations du ministère du Travail en ce qui concerne la non prise de mesures qui altèrent les intentions au milieu de la fragile négociation. De fait, hier soir l'assemblée réalisée à la porte de Kraft a décidé de couper les avenues Callao et Corrientes dans la capitale, de se rendre à 13 heures au siège de l'Union Industrielle Argentine (UIA) et de marcher à la résidence présidentielle de Olivos, et samedi de réaliser une autre assemblée avec des organisations politiques et sociales pour décider d'un nouveau "plan de lutte". Adriana Meyer, Página/12, 02 octobre 2009. <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-132797-2009-10-02.html> Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>